

Les bibliothèques dans une économie de l'information

Des bastions de la liberté d'information et de la culture

Dans un article écrit en 1983¹, je déclarais : « *Il est généralement admis que l'avenir des pays développés repose en grande partie sur leur mutation en sociétés de l'information, voire en économies de l'information [...] Parallèlement, dans la quasi-totalité de ces pays, les crédits alloués aux bibliothèques [...] diminuent, souvent de façon drastique. Soit les bibliothèques ne savent pas y faire, soit elles n'ont pas réussi à convaincre leurs seigneurs et maîtres qu'elles savaient y faire* ».

Maurice B. Line

Consultant pour les bibliothèques et les centres de documentation
Harrogate, Grande-Bretagne
mbl@hgte.demon.co.uk

Depuis 1983, la probabilité que nos pays se transforment en économies de l'information est devenue une certitude. Il y a un an ou deux, je disais dans un autre article que les bibliothèques ne contribuent pas, ou très peu, à la croissance², mais qu'elles en sont plutôt tributaires, en ce sens que leur création, puis leur essor et leur réussite exigent un certain niveau de développement économique. En conclusion, j'avançais qu'elles contribuent en revanche à la culture : « *Les bibliothèques expriment avant tout le degré de civilisation d'un pays, et concourent à le définir. Il faudrait considérer qu'elles font partie des infrastructures sociales [...] Au lieu d'affirmer que les bibliothèques contribuent à la croissance, mieux vaudrait soutenir qu'elles constituent un contrepoids nécessaire à la croissance, voire les antidotes*

d'une croissance sans objet, et plaider pour qu'on continue à les maintenir en place lorsque la croissance marque le pas ».

Révolution de l'information et société de l'argent roi

La révolution industrielle a entraîné, entre autres effets indissociables les uns des autres, un déplacement massif de l'agriculture vers l'industrie, et avec lui une migration de population des campagnes vers les villes; un accroissement considérable de la richesse nationale; une augmentation notable de la durée moyenne du travail ouvrier; un besoin croissant en main-d'œuvre qualifiée et semi-qualifiée, qui a lui-même favorisé l'expansion de l'instruction et la montée en puissance des associations ouvrières (à l'origine des futurs

* Traduit de l'anglais par Oristelle Bonis.

1. Maurice B. Line, « Librarianship as it is practised – a failure of intellect, imagination and initiative », in Maurice B. Line, *A little off Line*, Kings Ripton, ELM Publications, 1988, p. 39-50. [Article écrit en 1983, mais publié seulement 5 ans plus tard].

2. Maurice B. Line, « Do libraries contribute to wealth? », *Library Association Record*, 99 (11), November 1997, 603.

syndicats); le remplacement substantiel de la fortune transmise par héritage par l'argent gagné dans la production, d'où l'apparition d'une nouvelle élite; l'invention de l'État-nation; le développement, enfin, de la démocratie moderne.

Nous vivons aujourd'hui une autre révolution d'envergure, impulsée par les technologies de l'information et de la communication et qui aura sur la société des effets d'une ampleur et d'une durée comparables à ceux de la révolution industrielle. Toute prévision est ici impossible, fût-ce à moyen terme. On ne peut qu'observer ce qui se passe et formuler des estimations raisonnables pour les dix ans à venir, au mieux. Le changement, ici, n'est pas cumulatif mais discontinu : tout changement est éminemment susceptible d'en produire un autre, et ainsi de suite, à l'infini. De plus, ces changements influent les uns sur les autres de manière imprévisible. Personne n'aurait imaginé que la révolution industrielle conduirait à l'invention de l'aéroplane et à l'universalisation de l'électricité. De même, personne n'aurait imaginé que la technologie informatique des premiers ordinateurs mènerait aux téléphones portables et, avec eux, à la possibilité de se brancher partout dans le monde sur des réseaux électroniques.

Les technologies de l'information et de la communication sont le vrai moteur de la globalisation. Le premier câble de télécommunications transatlantique fut posé à la fin des

années cinquante seulement, et, alors qu'il ne contenait que cent lignes, ceux que l'on fabrique aujourd'hui en comportent plus d'un million. L'argent circule sans entraves sur la planète; un trillion de dollars (soit un million de million de million) s'échange chaque jour sur les places boursières de la planète. Les technologies de l'information et de la communication nous donnent les moyens de penser et de faire à un niveau global ce qui se faisait jus-

qu'alors à un niveau local, national ou, au mieux, régional au sens large.

On ne peut qu'observer l'évolution des technologies de l'information et de la communication et formuler des estimations raisonnables pour les dix ans à venir, au mieux, car le changement n'est pas cumulatif mais discontinu

qu'alors à un niveau local, national ou, au mieux, régional au sens large.

La globalisation prive de plus en plus les frontières nationales de leur raison d'être (en même temps qu'elle suscite un retour en flammes du nationalisme et du tribalisme). Dans sa forme actuelle, elle favorise la concentration du pouvoir, désormais détenu par quelques multinationales, dont les plus grosses manipulent des sommes d'argent colossales, supé-

rieures à ce que représente l'ensemble des économies nationales, exception faite des vingt pays les plus riches; toute résistance à la croissance des multinationales se heurte à l'opposition de l'Organisation mondiale du commerce, instance immensément puissante, qui y voit une entrave à la liberté de commercer. Parallèlement, les entreprises mettent tout en œuvre pour s'assurer des avantages compétitifs, avec maintenant l'objectif avoué de s'imposer à l'échelle de la planète, et non pas sur

le seul plan national; que le prix du travail augmente dans un pays ou une région, et les unités de production seront délocalisées dans des zones moins développées.

En réduisant par ailleurs considérablement la part du travail manuel dans la production, les technologies de l'information et de la communication laissent aux gens insuffisamment formés pour les maîtriser des activités résiduelles dont personne d'autre ne veut se charger. Selon les estimations, 80 % des salariés occuperaient aujourd'hui un emploi dans le secteur de l'information (terme ici utilisé dans un sens très large, puisqu'on considère qu'au Royaume-Uni, par exemple, 43 % des salariés sont toujours affectés à des tâches manuelles; l'apparente contradiction s'explique par le fait qu'un nombre croissant d'emplois dits manuels requièrent des connaissances en informatique). Au niveau mondial, une part importante de l'activité reste de nature manuelle, mais elle se concentre surtout, et de plus en plus, dans les pays pauvres. D'où un élargissement du fossé entre nations riches et nations pauvres et entre riches et pauvres d'un même pays; ces écarts s'étaient pourtant réduits entre 1945 et 1980, mais le mouvement s'est ralenti, puis inversé. Non tant parce que les pauvres sont devenus plus pauvres, mais parce que les technologies de l'information et de la communication ont tellement enrichi les riches que l'écart s'est de fait creusé. Si les États-nations n'ont pas disparu, ils ont perdu en puissance et se conduisent comme s'ils avaient moins de pouvoir qu'ils n'en ont en réalité. La globalisation n'a pas seulement éliminé le socialisme, elle est en train d'imposer la primauté du capitalisme sur les valeurs sociales. Au vu de l'avance prise par les États-Unis dans le domaine des technologies de l'information, et de la domination qu'ils exercent sur le reste du monde, on en vient à se demander si la globalisation est autre chose qu'une américanisation.

Non seulement les technologies de l'information poussent à la globalisation, mais les entreprises qui ont le plus investi dans ce secteur comptent parmi les plus riches du monde. L'exemple à cet égard éclatant de Microsoft ne doit pas faire oublier les consortiums géants qui se partagent le marché de la presse et de l'édition ; bien des journaux et des chaînes de télévision censément « nationaux » sont en fait détenus par des sociétés étrangères immensément riches. Les entreprises dont l'activité n'a qu'un rapport indirect avec l'information et la communication n'ont pas été longues à se servir d'Internet pour présenter leurs produits, vendre mais aussi acheter. Le commerce électronique est désormais chose courante, y compris dans le secteur du livre. Amazon.com n'est plus, loin s'en faut, la seule librairie électronique, et de nombreux libraires possèdent aujourd'hui à la fois des boutiques traditionnelles où feuilleter les livres, et des sites Internet où les acheter directement. Enfin, à côté – voire à la place – de la documentation imprimée, on peut consulter sur le Web d'innombrables rapports, qui souvent émanent des gouvernements.

La perception de l'information a changé. Autrefois considérée, à l'instar de l'air, comme une ressource commune à laquelle chacun avait droit, elle est devenue un bien qui s'achète et se vend, comme le fromage, et qui, comme lui, se périmé vite. On ne doit plus laisser passer les occasions de gagner de l'argent. Sans être responsables de cette situation, les technologies de l'information l'ont simplement rendue plus facile. Tout, semble-t-il, est désormais estimé en fonction de sa valeur économique.

Il n'est pas inintéressant de chercher à comprendre pourquoi la société moderne est infiniment plus dominée par l'argent que celles qui l'ont précédée. L'« Histoire » est en général l'histoire de ceux qui, soit ont le pouvoir et l'argent, et la possibilité d'en accumuler toujours davantage,

soit parviennent à les conquérir. Les aristocrates, qui détenaient la quasi-totalité des richesses jusqu'au début du XIX^e siècle, pouvaient en gros se contenter de s'accrocher à ce qu'ils avaient déjà et consolider leur statut social en jouant un rôle de mécènes : la plupart des réalisations culturelles (en littérature, musique, peinture, sculpture, architecture) furent produites pour les distraire ou pour rehausser leur prestige.

Autrefois
considérée comme
une ressource
commune
à laquelle
chacun avait droit,
l'information
est devenue
un bien
qui s'achète,
se vend,
et se périmé

La révolution industrielle a mis le pouvoir et l'argent à la portée d'autres classes sociales, et si la compétition qui dès lors s'engagea fut si acharnée au XIX^e siècle, c'est parce qu'un plus grand nombre d'individus y participaient et que leur éventuelle réussite était mieux récompensée. En Europe et en Amérique du Nord, l'influence encore forte de la religion et du sens de l'obligation morale amenèrent de richissimes personnages à soutenir la culture et les systèmes d'entraide sociale ; il semble que les nations, en affirmant leur puissance économique, aient appliqué les mêmes principes, puisqu'elles sont nombreuses à avoir investi d'énormes sommes publiques dans la culture. Depuis quelques dizaines d'années, la

compétition suscitée par l'argent touche des cercles toujours plus vastes, en même temps que de plus en plus d'individus se hissent à un niveau d'aisance économique qui augmente d'autant leurs chances de grossir encore leur fortune. Quant aux politiques nationales, elles obéissent désormais à des critères économiques. Les forces, morales et autres, qui jusque-là limitaient ces ambitions ont décliné au point de devenir quasi insignifiantes, et la culture est aujourd'hui traitée en parente pauvre – sauf dans les quelques cas de figure où elle peut rapporter de l'argent.

L'impact sur l'enseignement

Les technologies de l'information et de la communication transforment aussi le monde de l'enseignement, secteur d'activité en l'occurrence le plus consommateur d'information. Si nombre d'établissements du primaire et du secondaire sont aujourd'hui bien équipés en ordinateurs, c'est dans l'enseignement supérieur que cette évolution est la plus sensible. Sous le double effet de la forte augmentation de la population étudiante enregistrée ces dernières années et des contraintes qui pèsent sur les budgets publics, l'enseignement supérieur est désormais mûr pour accepter le remplacement, progressif mais qui va en s'accéléralant, des enseignants par des méthodes d'instruction « personnalisées » faisant appel aux technologies de l'information. Nous sommes en train de passer, et très rapidement, d'un système fondé sur l'« enseigner » à un système fondé sur l'« apprendre », où chaque étudiant définit lui-même les modalités et le rythme de sa formation. Les universités vivent une transformation majeure, du moins en ce qui concerne la préparation aux diplômes. Dans la mesure où les études n'ont plus qu'un rapport très lâche avec le lieu et le temps, les étu-

dians peuvent puiser dans des cours d'autres universités que celle où ils sont inscrits, et/ou s'appuyer sur des programmes proposés par des éditeurs commerciaux. Cette situation nouvelle favorise la concurrence et la coopération, sur le plan international aussi bien que national.

L'obtention d'un diplôme ne signe généralement que le début d'une carrière, et ce premier pas impose de continuer à s'instruire en permanence du fait de la constante évolution des métiers, dans leur pratique même, ou parce qu'ils disparaissent pour être remplacés par d'autres. Cette formation proprement continue aura bien sûr besoin d'être guidée par des tuteurs et des mentors, mais il s'agira avant tout d'une auto-instruction. Les universités peuvent certes jouer leur partie par rapport aux nouvelles exigences ainsi apparues, mais elles s'affronteront sur ce terrain à la concurrence d'organismes à vocation commerciale, et le rôle qui leur reviendra reste à déterminer.

À partir du moment où la formation est laissée à la discrétion de ceux qui ont besoin de se former, il est indispensable de leur fournir les clefs qui leur permettront de chercher les informations dont ils ont besoin, d'en apprécier la valeur et la validité, de les trier et de s'en servir. J'y reviendrai un peu plus loin.

À la nécessité de s'instruire pour réussir sa vie professionnelle s'ajoute le désir de s'instruire par curiosité ou par plaisir, qui, pour sa part, se nourrit de l'augmentation continue de l'espérance de vie et de la généralisation relative du système de retraite anticipée. Je ne suis pas loin de penser que l'instruction

personnelle ainsi entendue au sens le plus large est – tout de suite après le tourisme avec qui elle pourrait bientôt rivaliser financièrement – le secteur d'activité promis à l'expansion la plus rapide.

Conséquences politiques de la révolution de l'information

Internet est tout à la fois une force démocratique (chacun peut s'y exprimer) et un instrument idéal de domination, de lavage de cerveau, de diffusion d'idées pernicieuses, etc. Les tentatives d'exercer un contrôle dessus seront constamment déjouées. Des groupes dissidents ont découvert qu'il était beaucoup plus facile de mobiliser les opinions publiques et de provoquer des crises en passant par ce canal. Internet est donc aussi une force d'anarchie, et qui plus est une force internationale, car le réseau ignore les frontières. En soi, il est neutre, comme bien des choses : à l'instar de la presse écrite et télévisée,

il peut indifféremment servir le bien ou le mal. Or, puisqu'il est impossible de vraiment contrôler le mal, il est essentiel de veiller à ce qu'il soit compensé par le bien.

De fait, l'information a toujours été potentiellement subversive. On sait que l'une des

premières décisions des régimes autoritaires est de la supprimer ou de la censurer à la source, que les organes qui la diffusent soient des stations de télévision, des journaux ou des bibliothèques; publiques ou universitaires, ces dernières ont été utilisées par le régime soviétique comme

des centres de propagande autant que d'instruction. Dans le même ordre d'idées, citons les débats qui divisèrent la Chambre des Communes britannique au milieu du XIX^e siècle à propos de l'ouverture des premières bibliothèques publiques; un certain colonel Sibthorpe déclara à cette occasion que les futurs établissements, en mettant le savoir à portée des membres de la classe ouvrière, les encourageraient à s'élever au-dessus de leur condition et ébranleraient ainsi l'édifice social. Il avait raison, bien sûr.

L'accès de tous à l'information, et donc les bibliothèques, se heurtent aujourd'hui à trois problèmes majeurs. Le premier tient à l'affaiblissement financier et politique du secteur public. Les infrastructures dont on sait qu'elles sont indispensables au fonctionnement normal de l'État – l'éducation, les systèmes d'entraide sociale, la lutte contre la criminalité, la santé, le réseau routier, les chemins de fer, l'eau, l'électricité... – ont été en grande partie, ou totalement, commercialisées dans de nombreux pays, et sont, depuis, traitées comme des superstructures. L'État les privatise ou les confie en sous-traitance, et si, dans le deuxième cas surtout, il garde parfois une certaine maîtrise dessus, leur fonctionnement est presque entièrement calqué sur celui des entreprises commerciales. Certes, maints services publics péchaient autrefois par leur manque d'efficacité, mais c'était loin d'être vrai de tous et il aurait sûrement été possible de corriger les dysfonctionnements patents sans jeter ces services aux loups du commerce – dont il ne faut pas attendre, étant donné leur nature, qu'ils aient le souci de l'intérêt général ou du très long terme : leur travail consiste à faire le plus d'argent possible dans les meilleurs délais. Les privatisations ont été menées à bien en partie parce que les gouvernements souhaitaient augmenter rapidement leur trésorerie en vendant des actifs et en se mettant à l'abri des risques financiers,

L'instruction
personnelle
entendue
au sens le plus large
est, tout de suite
après le tourisme,
le secteur d'activité
promis à l'expansion
la plus rapide

mais le dogme politique n'est pas étranger à l'affaire. Le dogme recommande de confier au secteur privé toute activité représentant une source de profits ; quant aux autres, il n'est pas sûr qu'elles aient lieu d'être. Le deuxième problème concerne les activités reconnues d'utilité publique, et méritant, par conséquent, de bénéficier d'un financement de l'État – lequel ne leur sera pas toujours accordé s'il existe une possibilité qu'elles aillent à l'encontre de la politique officielle. Tous les gouvernements ont appris à manipuler l'information, et certains – pas toujours les pires – s'y essaient en supprimant des secteurs potentiellement dangereux pour eux. Dans le meilleur des cas, ils ne voient aucun avantage à continuer à y mettre de l'argent.

Le troisième problème, enfin, est inhérent à la démocratie. Si la majorité préfère un régime d'information associant les potins mondains, le sexe et la violence, à la présentation d'événements de portée mondiale, qui osera soutenir que ce choix est mauvais ? Pour respecter les droits de la minorité, il suffit de consacrer une petite proportion des émissions télévisées à des questions « sérieuses », quitte à les programmer à des heures où la plupart des gens ne regardent pas la télévision. Ce problème se pose dans les mêmes termes aux bibliothèques publiques, dans la mesure où, après tout, elles sont responsables de leurs collections devant les autorités élues localement.

Les gouvernements utiliseront bien sûr Internet pour défendre leurs politiques ; c'est de bonne guerre. Ils peuvent également s'en servir comme d'un moyen de sonder l'opinion – une sorte de référendum permanent – et cette pratique pourrait devenir fort malsaine dès lors qu'elle les inciterait à prendre des mesures plus populaires que rationnellement justifiées. Si le vote ainsi vulgarisé devait décider de tout, les conséquences seraient probablement désastreuses.

Quoi qu'il en soit, l'essentiel de l'information diffusée est fermement contrôlé par des intérêts privés. À un niveau relativement innocent, un journal mettra simplement en avant le point de vue politique qui guide son choix quant à la teneur et à l'interprétation des nouvelles. Au moins aussi souvent, il a également d'autres priorités et défend les intérêts commerciaux de sociétés privées, voire de particuliers.

En réalité, l'expression « secteur public » désigne purement et simplement le domaine d'activités où chacun doit mettre ses capacités au service du bien de tous ; nous payons pour vivre dans une société stable, exempte d'excès, et à même de répondre à nos besoins en tant que membres. La part de mes impôts reversée à la santé publique permet de mieux maîtriser la maladie et me permettra peut-être, un jour, de guérir. Nos contributions collectives assurent le maintien d'une société vivable, tant directement, en concrétisant des réalisations qui n'auraient guère de chances d'aboutir autrement qu'indirectement, en forgeant le sens de la communauté.

Les parties en présence sur le terrain de l'information

Les bibliothèques ont-elles qualité pour concourir au bien public ? On a longtemps considéré que la fourniture d'information assurée par les bibliothèques publiques relevait des infrastructures, sans toujours la reconnaître explicitement comme telle. Ceci étant, les bibliothèques ne sont bien sûr pas les seules institutions à mettre l'information à la disposition du public. Jusqu'à présent,

les principaux autres intervenants en la matière ont été les éditeurs, les libraires, les stations de radio et de télévision.

Le rôle des éditeurs n'est pas de servir de rempart à la civilisation. Nombre de ceux qui travaillent dans ce secteur

ont certes des motivations et des préoccupations culturelles fortes, certains se sentent même investis d'une sorte de mission culturelle, mais, dans un contexte non socialiste, toutes les maisons d'édition, fussent-elles universitaires, doivent se tirer d'affaire éco-

nomiquement. En d'autres termes, elles ne peuvent se permettre de publier des textes qu'elles n'escomptent pas vendre – sauf à se contenter de tirages limités sur quelques titres dont les pertes seront compensées par les bénéfices réalisés ailleurs, ou à moins de bénéficier de subventions du gouvernement ou du soutien d'un riche mécène. Si les aides de l'État sont toujours accordées à des manifestations musicales ou des expositions, à ma connaissance elles vont rarement au livre, et les éditeurs ne comptent pas dessus. Il faut à cet égard mentionner la privatisation de Her Majesty's Stationary Office, une des plus grosses maisons d'édition britannique qui a longtemps fonctionné sur des crédits de l'État, et qui réalise de gros profits au lieu de grosses pertes. Le volume d'informations intéressantes disparu à cette occasion est difficile à préciser, mais il semble qu'il soit très faible.

Les éditeurs réfléchissent toujours à la meilleure parade à adopter face au nouvel univers de l'information électronique. Selon Bill Gates, le livre imprimé tel que nous le connaissons sera devenu obsolète en 2006 ; ce produit devrait disparaître au profit, non seulement de l'information en

L'essentiel
de l'information
diffusée
est fermement
contrôlé
par des intérêts
privés

ligne, mais aussi de nouvelles formes d'imprimés, comme le papier électronique, d'aspect fort semblable au papier ordinaire, mais qui peut être enrichi en informations à l'aide d'un « crayon numérique », et sur lequel on peut charger des livres entiers à une vitesse incroyable, et ce des milliers de fois, puisqu'il s'efface à volonté. Ce nouveau support existe déjà et il sera d'ici peu disponible sur le marché. Il faut donc s'attendre à voir de nombreux éditeurs de livres traditionnels évincés par une nouvelle race de producteurs, mieux au fait de la technologie et peut-être encore plus dépendants des impératifs commerciaux que leurs prédécesseurs.

Librairies et maisons d'édition ayant été jusqu'à ce jour la principale source d'approvisionnement des bibliothèques, toutes ont coexisté dans une relation symbiotique. Leurs rapports ont été quelque peu malmenés par le « photocopillage » pratiqué dans les bibliothèques universitaires et industrielles, mais la bataille qui s'est alors engagée semble proche du dénouement. La bonne entente retrouvée risque cependant d'être à nouveau compromise par l'augmentation exponentielle des publications à caractère commercial sur le World Wide Web. En l'occurrence, le système de taxation à mettre en place – voire tout simplement la nécessité d'en prévoir un – est entièrement du ressort des éditeurs. À la différence du livre imprimé, dont il est à peu près impossible de contrôler l'utilisation une fois qu'il a été vendu, toute consultation d'un document électronique peut être vérifiée et tarifée. Cela vaut également pour la possibilité d'imprimer et de relier des livres à la demande, lors de leur réception et non plus de leur production – une possibilité que les libraires ne manqueront sûrement pas d'exploiter et qui peut aussi intéresser les bibliothèques. Ces dernières seront en mesure de publier elles-mêmes des titres (certaines le font déjà), mais on imagine mal que ce nouveau service

offert aux utilisateurs puisse constituer une concurrence sérieuse pour les éditeurs.

L'effet de la télévision sur la fréquentation des bibliothèques est toujours un sujet de débat. D'un côté, la télévision occupe un temps qui pourrait être consacré à la lecture; de l'autre, les livres qui « passent à la télé » sont souvent très demandés en bibliothèque. La commercialisation croissante du secteur de la télévision se

Le livre imprimé
devrait disparaître
au profit,
non seulement
de l'information
en ligne,
mais aussi
de nouvelles
formes d'imprimés,
comme le papier
électronique

traduit par une multiplication de chaînes, vouées, semble-t-il, à faire assaut de banalité, de sottise, de violence, de pornographie rose et d'humour infantile. La BBC a beaucoup souffert d'être mise en compétition avec les chaînes privées et de devoir se plier aux lois du marché. L'un dans l'autre, les programmes de BBC News se composent aujourd'hui pour moitié d'informations de portée mondiale et nationale (fréquemment réduites à des présentations superficielles et grossièrement résumées), et pour moitié de sport, d'« informations » sur la famille royale, les célébrités de tout poil et autres fadaïses. Il lui arrive, de temps en temps, de programmer une excellente émission susceptible de satisfaire les téléspectateurs les plus exigeants sur le plan intellectuel, mais la chose est excep-

tionnelle (encore que je devrais sans doute être reconnaissant à la BBC de cette pénurie de bonnes émissions, puisque j'échappe ainsi à des tentations qui me détourneraient d'occupations plus utiles). Au demeurant, l'apport de la télévision à la société est à maints égards positif. Elle nous a permis de mieux connaître d'autres parties du monde, nous a rendus plus tolérants, voire plus compatissants. Elle nous instruit, aussi, par des biais dont nous nous rendons à peine compte, car la masse des scories cache des pépites de vrai savoir (dans les apartés des commentateurs sportifs, par exemple, ou dans la prononciation des noms étrangers – quand ils ne sont pas écorchés).

Nous sommes aujourd'hui en situation de nous procurer quantité d'informations par l'intermédiaire d'Internet. Il peut aussi bien s'agir d'incontestables contributions au savoir scientifique que de sornettes caractérisées, ou pire encore (pensons à la pornographie pédophile et au racisme). Quoi qu'il en soit, il est de toute façon extrêmement difficile de contrôler l'exactitude ou la validité des informations présentées, fussent-elles des plus sérieuses. Dans ces conditions, il est absolument vital que tout un chacun apprenne à les évaluer et à les trier.

Les bibliothèques dans le nouveau monde de l'information

Quel rôle les bibliothèques vont-elles pouvoir jouer dans une société, où tout, y compris l'information et la culture, est jugé en fonction de valeurs marchandes? Si la diffusion de l'information devient source de profit, il ne fait pas de doute qu'elle sera bientôt aux mains d'entreprises commerciales. Pour sauver la société d'une exploitation débridée de l'information, il faut disposer d'un canal d'information financé par les pouvoirs publics, mais dont l'indépen-

dance soit garantie. Y a-t-il plus qualifié que les bibliothèques pour remplir cet office?

Quel rôle
les bibliothèques
vont-elles
pouvoir jouer
dans une société,
où tout, y compris
l'information
et la culture,
est jugé
en fonction
de valeurs
marchandes?

Les bibliothèques publiques ont déjà connu des situations de concurrence – du fait de la télévision, mais aussi des livres de poche, à la portée de presque toutes les bourses, maniables, légers et qu'on peut reprendre à loisir, contrairement aux livres empruntés à la bibliothèque. La menace qui se profile aujourd'hui est toutefois d'une autre nature, car, dans la mesure où elle touche aux formes sous lesquelles l'information se présente, elle impose une redéfinition des fonctions.

L'information elle-même échappe au contrôle de la plupart des bibliothécaires : nous n'avons pas, ou si peu, notre mot à dire sur ce qui entre dans les circuits d'information – sur les livres et les périodiques publiés, sur les documents et les annonces disponibles sur le Web, sur les émissions de télévision. En revanche, nous pouvons agir sur ce qui en sort, sur la manière dont l'information est présentée et sur l'usage qui en est fait. Le choix des livres, l'organisation des collections

et les conditions de leur utilisation, les conseils aux lecteurs ont jusqu'à présent composé l'essentiel des méthodes sur lesquelles nous nous sommes appuyés. Dans la société nouvelle, nous allons devoir filtrer l'information en ligne.

Pourquoi les gens continueraient-ils à fréquenter les bibliothèques quand ils peuvent facilement se procurer l'information à partir de leurs ordinateurs personnels? Pour commencer, tout le monde ne possède pas un ordinateur, et ceux qui en ont un n'ont pas forcément les moyens de se connecter à Internet – notons, cependant, qu'avec la télévision numérique, bien plus de personnes pourront y avoir accès. Ensuite, même les internautes les plus avertis peuvent avoir besoin de guides pour mieux accéder aux informations qui les intéressent. Combien de fois m'est-il arrivé de découvrir qu'un mot-clef, qui me paraissait extrêmement précis, renvoyait en fait à 60 000 documents! Si, comme c'est trop souvent le cas, je suis incapable d'affiner ma demande dans des termes utilisables par le moteur de recherche, je risque de céder au découragement. La consultation en ligne n'est en réalité pas plus simple qu'il y a cinq ans; les constantes améliorations apportées aux logiciels sont contrées par la masse croissante des informations proposées.

Les bibliothèques peuvent, elles aussi, tirer parti du papier électronique pour mettre à la disposition de leurs lecteurs nouvelles fraîches et autres informations de dernière minute. Ce support se prête également de manière idéale au transfert de documents qui, sans lui, ne pourraient être consultés que sur écran, et qu'il rend plus faciles et agréables à lire, tout en étant d'un emploi plus souple et moins coûteux que l'impression sur papier ordinaire.

Quoi que prétende Bill Gates, je suis, pour ma part, persuadé que le livre a encore de beaux jours devant lui, même s'il est désormais fabriqué

en fin de chaîne, à réception; c'est tout de même une merveilleuse invention. Des enquêtes récentes prouvent que l'actuel engouement pour Internet n'érode pas la popularité de la lecture, y compris chez les adolescents. Les bibliothèques sont d'ores et déjà devenues des formes hybrides, ouvertes aussi bien à l'impression traditionnelle qu'à la consultation électronique. Les jeunes générations vont devoir apprendre que, fût-elle menée avec toute l'efficacité souhaitable, une recherche sur le Web ne suffira jamais à rassembler toutes les connaissances nécessaires. J'ai appris avec consternation que des étudiants se targuent de ne jamais ouvrir un livre parce qu'*il y a toujours quelque chose sur le Net*.

Soumise en permanence à une masse d'informations « polluées », la société contemporaine a un besoin vital de canaux d'information « purs ». Or, on l'a vu plus haut, l'information elle-même étant loin d'être pure, il incombe aux bibliothèques de constituer des collections exprimant toutes les nuances de l'opinion et d'assurer l'accès à tous

Les bibliothèques
sont d'ores et déjà
devenues
des formes hybrides,
ouvertes
aussi bien
à l'impression
traditionnelle
qu'à la consultation
électronique

les types de documents disponibles sur Internet. Il est sûrement possible d'établir entre les différents avis

exprimés sur un même sujet des liens électroniques similaires aux formules de renvois classiques « voir aussi... » ou « cf » (en principe, le catalogue systématique devrait rendre le même genre de services pour les livres, mais cette fonction a été supplantée par d'autres types de catalogues matières).

Si « pure » et bien présentée qu'elle soit, l'information ne saurait combler tous nos besoins. La démocratie, et avec elle la liberté de l'accès à l'information, représentent des conditions nécessaires, mais non pas suffisantes, de la civilisation et de la justice sociale. Pour survivre et rester saines, les sociétés humaines ont également besoin de la culture, ici entendue comme un ensemble commun de valeurs morales, sociales et esthétiques. Leur culture les façonne, voire les définit. La grande culture n'est pas forcément absente des États non démocratiques ou fondés sur des valeurs morales que nous ne saurions partager (témoins les villes-États de l'Italie de la Renaissance), mais l'Histoire n'en indique pas moins que tout déclin culturel annonce un déclin social généralisé.

Eduquer les esprits à l'« auto-instruction »

Plus que tout, cependant, ainsi que je l'ai dit plus haut, nos contemporains doivent apprendre à choisir et trier les informations. À défaut, ils seront submergés sous un flot diluvien de documents (j'hésite ici à employer le terme d'« informations ») et, pour échapper à la noyade, se saisiront instinctivement de la première bribe d'information apparente qui leur passera sous les yeux. Plusieurs années seront nécessaires avant que la nouvelle génération des étudiants, devenus adultes, n'ait si bien acquis ces compétences qu'elle les appliquera machinalement – à condition, bien sûr, que les écoles et les universités se donnent

vraiment les moyens de les lui inculquer. Pour l'heure, au moins deux générations déjà arrivées à l'âge adulte doivent y être formées. Les bibliothèques publiques ont très certainement un rôle à jouer en la matière.

Force est d'admettre une bonne fois pour toutes que les outils électroniques sont peu faits pour former le plus grand nombre à cette auto-instruction. Il faut généralement passer par un apprentissage long et pénible avant de savoir trier les informations, et la plupart des gens préféreraient s'en remettre à une structure claire et prendre les choses telles qu'elles se présentent au lieu d'y réfléchir par eux-mêmes.

Réfléchir par soi-même réclame une maturité d'esprit que le meilleur des maîtres mettra des années à développer. La manière dont, à en croire Platon, Socrate menait ses interrogatoires, est parfois irritante, y compris pour le lecteur; et certaines des personnes qu'il a interrogées ont dû quasiment en perdre la tête. Reste que ceux qui vont entreprendre de s'instruire seuls devront nécessairement en passer par la méthode socratique, ou tout autre similaire. Ainsi, paradoxalement, il faut fréquenter un bon maître des années durant avant de pouvoir compter sur soi. J'ai eu ailleurs l'occasion d'exprimer mon inquiétude à propos des « *ermîtes globaux* » qui, *via* Internet, sont en contact avec le monde entier, mais rencontrent rarement un autre être humain en chair et en os. De tels individus existent, mais il y a peu de chance que ce qu'ils apprennent seuls forme jamais un savoir accom-

pli (ce n'est sans doute pas leur but), ni même qu'ils fassent preuve de beaucoup de discernement dans le tri des documents.

Les bibliothèques publiques seraient bien avisées d'ajouter le savoir-faire socratique aux compétences qu'elles exigeront à l'avenir de leur personnel, et de le définir de

concert avec les écoles, les collèges et les lycées. Les bibliothèques universitaires devraient agir de même avec le personnel enseignant des universités. Il est inévitable que les mondes de l'« apprendre » et de l'« enseigner » finissent par se rejoindre, et que ce processus rapproche les bibliothécaires et les enseignants; demain, certains d'entre eux seront

Il est inévitable que les mondes de l'« apprendre » et de l'« enseigner » finissent par se rejoindre, et que ce processus rapproche les bibliothécaires et les enseignants

des hybrides. Les bibliothécaires ont une mission de conseil et d'assistance à remplir auprès des utilisateurs, mais, en l'accomplissant, ils doivent également aider ces derniers à apprendre de manière autonome.

Les bibliothèques et la culture

Il n'est pas exclu que les bibliothèques cessent un jour d'être des lieux sociaux. Il s'agit là, on le sait, d'une fonction très importante des bibliothèques publiques, en particulier pour les personnes âgées et les jeunes mères. Cette éventualité ne deviendra peut-être pas réalité si les aspects intensément personnels dont il vient d'être question sont traités comme ils le méritent. Les bibliothèques pourraient en effet encourager l'apprentissage individualisé en

ne se contentant pas de fournir l'information, mais en incitant leurs utilisateurs à échanger, à apprendre réciproquement les uns des autres, comme c'est le cas des étudiants à l'université. De toute façon, les bibliothèques publiques sont tout autant des lieux de divertissement et de loisirs que de formation; elles réunissent ainsi trois composantes de la culture dont les deux premières, le divertissement et les loisirs, ne se limitent pas nécessairement aux livres. On connaît des bibliothèques avec des espaces ludiques, d'autres qui se sont adjoint un théâtre ou une petite salle de concerts. Quel que soit le mal qu'on en pense par ailleurs, les jeux électroniques contribuent à développer la dextérité et la rapidité de penser, et certains sont de surcroît incontestablement éducatifs; ils pourraient attirer un autre public vers les bibliothèques.

Un autre moyen s'offre à ces dernières de participer à l'élaboration de la culture. Avec les techniques de numérisation et Internet, rien n'oblige plus à concevoir les bibliothèques, les musées et les galeries d'art comme des entités séparées. Certes, ces lieux restent matériellement distincts, mais leurs richesses peuvent être présentées au public sous forme d'images, rassemblées dans une base de données virtuellement unifiée. L'intégration virtuelle des catalogues des musées, des galeries d'art et des bibliothèques ne devrait pas poser problème. Celle des œuvres réelles (tableaux, poteries, sculptures ou pages de livres) suppose de franchir un pas supplémentaire, mais les mesures aujourd'hui à l'étude devraient permettre d'y parvenir.

Les technologies de l'information et de la communication s'apparentent en fait à un grand mécanisme d'intégration, en ce sens qu'elles rapprochent plus étroitement les bibliothèques des libraires et des éditeurs, de l'enseignement et des enseignants, et de diverses autres ressources culturelles.

Revenons un moment à la question de savoir pourquoi l'État devrait soutenir ces fournisseurs objectifs d'information que sont, entre autres, les bibliothèques, alors que cette activité est susceptible de se retourner contre lui. Ce risque se mesure à l'aune de la liberté de la société; si l'information peut constituer une menace pour la *sécurité d'emploi* des ministres et des fonctionnaires en tant qu'individus, la liberté, elle, leur assure une *sécurité personnelle* supérieure à celle dont jouissent les dirigeants des régimes totalitaires, en même temps qu'elle garantit à l'ensemble de la société des conditions de vie plus sûres et plus agréables. Je ne veux pas dire par là que nos responsables politiques font sciemment ce calcul; sur ce point, il y a longtemps que le débat est clos, ce qui ne signifie pas qu'il soit définitivement tranché: l'exemple de l'Allemagne nazie le prouve assez. Nombreux sont les pays qui doivent encore être convaincus de la valeur à long terme de la liberté de l'information.

Ceci étant, ainsi que je le remarquais dans mon article de 1997, un certain niveau de développement économique est, semble-t-il, un préalable nécessaire au financement d'un système de bibliothèques digne de ce nom. Aussi est-il d'autant plus vital qu'en même temps que la globalisation poursuit son inexorable avance, nous fassions en sorte qu'elle serve à réduire l'inégalité et non à la creuser davantage, comme c'est le cas en ce moment, en grande partie à cause de la domination de puissants intérêts commerciaux dans les différentes commissions de l'Organisation mondiale du commerce. Il faut espérer de tout cœur que l'incapacité d'un gouvernement ou de qui que ce soit d'autre à stopper le flux d'informations qui franchit électroniquement les frontières s'avère en définitive une force libératrice, pas nécessairement indolore mais efficace, quoi qu'il en coûte.

Conclusion

Il est grand temps de reconnaître que plusieurs conditions doivent être réunies pour que l'économie moderne et la société démocratique puissent s'épanouir. Elles ont avant tout besoin d'un système éducatif de premier plan, qui accompagne les individus tout au long de la vie et dont l'instauration impose de repenser les structures actuelles. Cette exigence réclame à son tour la liberté (pas nécessairement la gratuité) de l'accès à l'information. Les sources d'information changeront, c'est inévitable, mais il faut aujourd'hui et il faudra demain des canaux aussi fiables, objectifs, équilibrés et complets que possible. La capacité à chercher, choisir et évaluer l'ensemble des sources d'information est à ce point cruciale pour l'équilibre du corps social qu'il faut s'attacher à l'inculquer dès l'enseignement primaire et la développer par la suite.

S'il est indispensable de repenser l'enseignement à tous les niveaux pour lui intégrer la recherche d'informations, et si, par ailleurs, il faut ouvrir partout de bonnes écoles de bibliothécaires, on voit mal quelle autre institution que les bibliothèques publiques serait à même de garantir la pureté de ses sources d'information. Les bibliothèques présentent le grand avantage d'être d'ores et déjà en place et de répondre au moins, quoique souvent de manière assez rudimentaire, à une partie des besoins qui se font sentir.

Elles peuvent contribuer à la culture et à l'harmonie sociale en favorisant, de manière très directe, l'indépendance intellectuelle et l'esprit critique. Défendre la nécessité de leur financement sur ces bases sera sans doute moins facile que si leur apport était essentiel à l'économie, mais l'argument n'en est pas moins puissant. Il faut le marteler avec force et conviction.

Décembre 1999